

ICE DÉGAGE!

NYC

ICE dégage ! NYC est une campagne visant à empêcher notre ville de collaborer avec l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) des États-Unis dans la détention et la déportation de nos communautés.

Nous luttons pour l'adoption d'une législation au Conseil municipal de New York pour :

1
 limiter la communication entre le Département de l'administration pénitentiaire de NYC (DOC) et l'ICE

Intro 185

2
 limiter la capacité du département de police de New York (NYPD) à détenir des personnes sous mandat de détention de l'immigration

Intro 184

3
 Créer un moyen pour les immigrants new-yorkais lésés par les violations des lois sur les mandats de détention de demander justice

Intro 158

Les New-Yorkais ont lutté pendant des années pour empêcher la ville de collaborer avec ICE.

En 2014, le conseil municipal a adopté des lois limitant le moment où le NYPD et le DOC honoreront un mandat de détention de l'ICE et dont ils pourraient partager les informations avec l'ICE. Pour que le NYPD et le DOC honorent un mandat de détention, la loi exigeait que l'ICE leur présente un mandat signé par un juge fédéral. Malgré les objectifs de la loi, la ville a continué à diriger des personnes vers la garde à vue de l'ICE.

Un mandat de détention (ou « hold ») est une tactique utilisée par ICE pour demander à une agence municipale de l'aider à arrêter quelqu'un. Celles-ci ne sont PAS signées par un juge et il n'y a AUCUNE obligation de s'y conformer.

Des organisations municipales



ICE



INTRO 185

Le problème : Le personnel du DOC continue de faciliter le transfert des personnes en détention pour migrants en informant l'ICE de leur libération, afin que l'ICE puisse venir les chercher. Le DOC pense qu'ils peuvent collaborer avec l'ICE si une personne a certaines condamnations pour crime ou est un match sur une liste de surveillance gouvernementale inexacte, même lorsque l'ICE n'a pas de mandat signé par un juge fédéral. Cela punit les personnes arrêtées par l'ICE en raison de contacts antérieurs avec un système judiciaire pénal raciste, sape l'engagement de la ville à protéger les immigrants, déchire les familles et crée un traumatisme durable.

La solution : Ce projet de loi indique très clairement que le DOC ne peut pas communiquer avec l'ICE au sujet d'une personne à des fins d'application de l'ICE à moins qu'il n'y ait un mandat signé par un juge fédéral. Cela garantit que la Ville ne participe pas à punir les gens deux fois - à la fois avec leur condamnation pénale et avec un risque d'expulsion.

INTRO 184

Le problème : La loi de l'État interdit à tout les forces de l'ordre de détenir une personne après sa date de libération pour ICE, à moins que l'ICE ne présente un mandat signé par un juge fédéral, ce qui n'arrive jamais. Pourtant, la loi actuelle de la ville affirme que le NYPD peut détenir une personne pour ICE sans mandat si elle a certaines condamnations antérieures et est rentrée dans le pays après un renvoi antérieur, ou si elle correspond à une liste de surveillance gouvernementale inexacte. Ce langage problématique invite le NYPD à détenir des personnes contraires à la loi de l'État de New York.

La solution : Ce projet de loi interdira au NYPD de détenir une personne pour l'ICE sans mandat signé par un juge fédéral, ce qui mettra la loi locale en conformité avec la loi de l'État et comblera cette lacune dans les lois de la ville de New York.

INTRO 158

Le problème : Lorsque les lois sur les mandats de détention sont violées, il n'y a actuellement aucun moyen pour les New-Yorkais ordinaires de tenir les agents et les agences responsables du non-respect de leurs droits.

La solution : Ce projet de loi créera un « droit d'action privé » qui permet à une personne privée d'intenter une action en justice pour faire valoir ses droits afin que les personnes lésées par la violation de ces lois par la Ville puissent demander justice devant les tribunaux, y compris une indemnité financière. Les immigrants new-yorkais et leurs communautés souffrent à long terme lorsque les agences de la ville de New York ignorent et interprètent mal les lois locales sur les mandats de détention. Ce projet de loi garantirait que le DOC et le NYPD subiraient des conséquences lorsque cela se produirait, garantirait une meilleure conformité et empêcherait la séparation familiale des immigrants new-yorkais.

Rejoignez-nous !

